**CONVENTION TYPE RELATIVE À LA FORMATION DANS UNE ECOLE DES ÉLÈVES DE LYCÉE PROFESSIONNEL ENGAGES DANS UNE FORMATION DIPLÔMANTE DE NIVEAU 3 ET 4 OU DANS UNE FORMATION COMPLÉMENTAIRE D’INITIATIVE LOCALE**

Intitulé du diplôme préparé et de la spécialité :

**Entre l’élève :**

**Prénom : Nom :**

Date de naissance :

Adresse personnelle :

N° de téléphone : Mél :

Classe :

**L’établissement d’enseignement du stagiaire :**

**Nom de l’établissement :**

Adresse :

N° de téléphone :

Représenté par (nom) :  en qualité de chef d’établissement

Mél. :

Nom de l’enseignant- référent : N° de téléphone :

Mél :

**L’inspecteur de l’éducation nationale du 1er degré**

**Nom :**

Adresse de la circonscription :

N° de téléphone de la circonscription :

**Le Maire de la commune ou son représentant**

**Commune de :**

Adresse : N° de téléphone :

Représenté par : en qualité de :

**Le stage aura lieu à l’école ci-dessous désignée :**

**Nom de l’école d’accueil :**

Adresse : N° de téléphone :

N° UAI : Mél :

Représentée par le directeur (nom) :

Nom du tuteur : Fonction :

**Pour une durée : Du** **au**

Horaires journaliers de l’élève

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | Matin | Après-midi |
| Lundi  |  |  |
| Mardi |  |  |
| Mercredi |  |  |
| Jeudi |  |  |
| Vendredi |  |  |
| Samedi |  |  |

Soit une durée totale hebdomadaire :

Vu le code du travail, notamment ses articles L.4121-1 et suivants, L.4153-1 à L.4153-9, L.4154-2 à L.4154-3, R.4153-38 à R.4153-52, D.4153-2 à D. 4153-4 et D.4153-15 à D. 4153-37,

Vu le code de l’éducation, notamment ses articles. L 124-1 à 20, R.124-10 à R.124-13 et D. 124-1 à D. 124-9,

Vu la délibération du conseil d’administration du lycée en date du …………………………………………………………………….…… approuvant la convention-type et autorisant le chef d’établissement à conclure au nom de l’établissement toute convention relative aux périodes de formation en milieu professionnel conforme à la convention-type,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet la mise en œuvre, au bénéfice de l’élève de l’établissement désigné, de périodes de formation en milieu professionnel réalisées dans le cadre de l’enseignement professionnel.

Article 2 - Finalité de la formation en milieu professionnel

Les périodes de formation en milieu professionnel correspondent à des périodes temporaires de mise en situation en milieu professionnel au cours desquelles l’élève acquiert des compétences professionnelles et met en œuvre les acquis de sa formation en vue d’obtenir un diplôme ou une certification et de favoriser son insertion professionnelle. Le stagiaire se voit confier une ou des missions conformes au projet pédagogique défini par son établissement d’enseignement et approuvées par l’organisme d’accueil (article L.124-1 du code de l’éducation).

En aucun cas, sa participation à ces activités ne doit porter préjudice à la situation de l’emploi dans l’école.

Article 3 - Dispositions de la convention

La convention comprend des dispositions générales et des dispositions particulières constituées par les annexes pédagogique et financière.

L’annexe pédagogique définit les objectifs et les modalités pédagogiques de la période de formation en milieu professionnel. L’annexe financière définit les modalités de prise en charge des frais afférents à la période, ainsi que les modalités d’assurance.

La convention accompagnée de ses annexes est signée par le stagiaire ou, s’il est mineur, par son représentant légal, le chef d’établissement, l’enseignant-référent, le directeur d’école, le tuteur de stage, la mairie, et l’inspecteur de l’Education nationale. La convention est ensuite adressée aux différentes parties pour information (stagiaire/école/mairie/établissement d’origine).

Article 4 - Obligations de l’école

L’école doit désigner un tuteur de stage qui dispose des connaissances et de l’expérience nécessaires à l’encadrement d’un stagiaire et s’assurer de sa disponibilité pour assurer cette fonction pendant toute la durée du stage.

L’école veille à ce que le stagiaire bénéficie d’un accueil lors de son arrivée, au cours duquel il est informé des règles applicables dans l’école et notamment de celles relatives à la santé et à la sécurité.

Article 5 - Statut et obligations de l’élève

L’élève demeure, durant la période de formation en milieu professionnel, sous statut scolaire. Il reste sous la responsabilité du chef d’établissement scolaire.

L’élève n’est pas pris en compte dans le calcul de l’effectif de l’école. Il ne peut participer aux éventuelles élections professionnelles.

L’élève est soumis aux règles générales en vigueur dans l’école, notamment en matière de santé et sécurité, d’horaires et de discipline, sous réserve des dispositions des articles 8 et 9 de la présente convention.

L’élève est soumis au secret professionnel. Il est tenu d’observer une entière discrétion sur l’ensemble des renseignements qu’il pourra recueillir à l’occasion de ses fonctions ou du fait de sa présence dans l’école. En outre, l’élève s’engage à ne faire figurer dans son rapport de stage aucun renseignement confidentiel concernant l’école.

L’élève signale à l’enseignant référent les situations éventuelles de discrimination, harcèlement, violence à caractère sexiste ou sexuel.

Article 6 – Allocation de l’État

Conformément au décret n°2023-765 du 11 août 2023 relatif au versement d’une allocation en faveur des lycéens de la voie professionnelle dans le cadre de la valorisation des périodes de formation en milieu professionnel, et à l’arrêté du 11 août 2023 déterminant les montants et les conditions de versement de l’allocation aux lycéens de la voie professionnelle engagés dans les périodes de formation en milieu professionnel, une allocation financière est créée à destination des lycéens réalisant leurs périodes de formation en milieu professionnel (PFMP), dans le cadre d’une formation professionnelle diplômante de niveau 3 et 4 ou dans le cadre de formations complémentaires d’initiative locale (FCIL) , complémentaires à des diplômes de niveau 3 ou 4 ou d’un parcours Ambition emploi.

Cette allocation est versée par l’État au titre de l’ensemble des jours effectués par le lycéen en PFMP dans le cadre de la convention et attestés au moyen de l’attestation de stage mentionnée à l’article 21 de la présente convention.

Article 7 - Gratification par l’école

L’élève ne peut prétendre à aucune rémunération de l’école.

Article 8 - Durée du travail

En ce qui concerne la durée du travail, tous les élèves sont soumis à la durée hebdomadaire légale ou conventionnelle si celle-ci est inférieure à la durée légale.

Article 9 - Durée et horaires de travail des élèves majeurs

Dans l’hypothèse où l’élève majeur est soumis à une durée hebdomadaire modulée, la moyenne des durées de travail hebdomadaires effectuées pendant la période en milieu professionnel ne pourra excéder les limites indiquées ci-dessus.

En ce qui concerne le travail de nuit, seul l’élève majeur nommément désigné par le chef d’établissement scolaire peut être incorporé à une équipe de nuit.

Article 10 - Durée et horaires de travail des élèves mineurs

La durée de travail de l’élève mineur ne peut excéder 8 heures par jour et 35 heures par semaine.

Le repos hebdomadaire de l’élève mineur doit être d’une durée minimale de deux jours consécutifs. La période minimale de repos hebdomadaire doit comprendre le dimanche.

Pour chaque période de vingt-quatre heures, la période minimale de repos quotidien est fixée à quatorze heures consécutives pour l’élève mineur de moins de seize ans et à douze heures consécutives pour l’élève mineur de seize à dix-huit ans.

Au-delà de quatre heures et demie de travail quotidien, l’élève mineur doit bénéficier d’une pause d’au moins trente minutes consécutives.

Le travail de nuit est interdit :

* à l’élève mineur de seize à dix-huit ans entre vingt-deux heures le soir et six heures le matin ;
* à l’élève de moins de seize ans entre vingt heures et six heures.

Ces dispositions ne peuvent pas faire l’objet d’une dérogation.

Article 11 – Santé et sécurité au travail

Le stagiaire étant placé sous l’autorité du directeur d’école, il bénéficie des mêmes droits que les salariés dans le domaine de la santé et sécurité. L’école veille à :

* Procéder à l’évaluation des risques professionnels auxquels le stagiaire est susceptible d’être exposé, en fonction de son âge et de la réglementation en vigueur ;
* Prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale du stagiaire ;
* Fournir au stagiaire les équipements de protection individuelle nécessaires, et veiller au port effectif de ces équipements par la stagiaire après l’avoir formé à leur utilisation ;
* Informer et former le stagiaire des risques liés au poste de travail et des moyens pour les prévenir. En cas de non-respect des règles d’hygiène et de sécurité prévues par le règlement intérieur, l’employeur peut suspendre et mettre fin au stage en concertation avec l’établissement d’enseignement.

Le stagiaire bénéficie de dispositions spécifiques qui le protègent.

* Conformément à l’art.L.124-14 du Code de l’éducation, il est interdit de confier au stagiaire des tâches dangereuses pour sa santé et sa sécurité.
* Conformément aux articles L.4154-2 et L.4154-3 du Code du travail, le stagiaire affecté à un poste de travail présentant des risques particuliers pour sa santé ou sécurité bénéficie d’une formation renforcée à la sécurité ainsi que d’un accueil et d’une information adaptés dans l’école dans laquelle il est employé. La liste de ces postes de travail est établie par le directeur d’école, après avis du médecin du travail et du comité social et économique, s’il existe. Elle est tenue à la disposition de l’agent de contrôle de l’inspection du travail.

Article 12 - Sécurité – travaux interdits aux mineurs

En application des articles R.4153-38 à R.4153-45, D.4153-2 à D. 4153-4 et D.4153-15 à D. 4153-37 du code du travail, l’élève mineur de quinze ans au moins, peut être affecté aux travaux réglementés après que l’employeur ait adressé à l’inspecteur du travail une déclaration de dérogation aux travaux interdits aux mineurs.

Dans la fonction publique de l’Etat, cette déclaration de dérogation doit être transmise à l'inspecteur santé et sécurité au travail compétent, en application du décret n°82-453 du 28 mai 1982. Dans la fonction publique territoriale, une délibération est adressée à l'agent chargé d'assurer les fonctions d'inspection, en application du décret n°85-603 du 10 juin 1985.

La déclaration ou délibération de dérogation doit préciser le secteur d’activité de l’organisme d’accueil, les formations professionnelles pour lesquelles elle est établie, les différents lieux de formation, la liste des travaux susceptibles de dérogation et les équipements de travail liés à ces travaux ainsi que la qualité et la fonction de la (ou des) personne(s) compétente(s) pour encadrer le jeune pendant l’exécution des travaux précités.

L’élève ne doit utiliser ces machines, produits ou effectuer ces travaux en école qu’avec l’autorisation et sous le contrôle permanent du tuteur.

Article 13 - Sécurité électrique

L’élève ayant à intervenir, au cours de sa période de formation en milieu professionnel, sur - ou à proximité - des installations et des équipements électriques, doit y être habilité par le directeur d’école en fonction de la nature des travaux à effectuer. Cette habilitation ne peut être accordée qu’à l’issue d’une formation à la prévention des risques électriques suivie par l’élève en établissement scolaire, préalablement à sa période de formation en milieu professionnel.

L’habilitation est délivrée au vu d’un carnet individuel de formation établi par l’établissement scolaire qui certifie que, pour les niveaux d’habilitation mentionnés, la formation correspondante a été suivie avec succès par l’élève.

Article 14 - Couverture des accidents du travail

En application de l’article L. 412-8 du code de la sécurité sociale, l’élève bénéficie de la législation sur les accidents du travail.

Conformément à l’article R. 412-4 du code de la sécurité sociale, lorsque l’élève est victime d’un accident survenant soit au cours du travail, soit au cours du trajet, l’obligation de déclaration d’accident incombe à l’école d’accueil. Celle-ci adressera à la CPAM compétente, une lettre recommandée avec accusé de réception, dans les 48 heures suivant l’accident. Pour le calcul de ce délai de 48 heures, les dimanches et jours fériés ne sont pas comptés. L’école fait parvenir, sans délai, une copie de la déclaration au chef d’établissement.

Article 15 - Autorisation d’absence

En cas de grossesse, de paternité ou d’adoption, le stagiaire bénéficie de congés et d’autorisations d’absence d’une durée équivalente à celles prévues pour les salariés aux articles L. 1225-16 à L. 1225-28, L. 1225-35, L. 1225-37 et L. 1225-46 du code du travail.

Pour les périodes de formation en milieu professionnel dont la durée est supérieure à deux mois et dans la limite de six mois, la convention de stage doit prévoir la possibilité de congés et d’autorisations d’absence au bénéfice du stagiaire au cours de la période de formation en milieu professionnel.

Article 16 - Assurance responsabilité civile

Le directeur d’école prend les dispositions nécessaires pour garantir sa responsabilité civile chaque fois qu’elle peut être engagée.

Le chef d’établissement contracte une assurance couvrant la responsabilité civile de l’élève pour les dommages qu’il pourrait causer pendant la durée de sa période de formation en milieu professionnel dans l’école ou à l’occasion de la préparation de celle-ci.

Article 17 - Encadrement et suivi de la période de formation en milieu professionnel

Les conditions dans lesquelles l’enseignant-référent de l’établissement et le tuteur dans l’école assurent l’encadrement et le suivi du stagiaire figurent dans l’annexe pédagogique jointe à la présente convention. L’encadrement et le suivi du stage comporte à minima :

* une prise de contact d’un professeur référent avec l’élève et le tuteur au cours de la première partie du stage ;
* un suivi régulier d’un professeur référent avec élève et tuteur.
* l’évaluation du stage.

L’encadrement et le suivi donnent lieu à minima à une rencontre entre professeur référent, élève et tuteur.

Article 18 - Suspension et résiliation de la convention de stage

Le chef d’établissement et le directeur d’école se tiendront mutuellement informés des difficultés qui pourraient être rencontrées à l’occasion de la période de formation en milieu professionnel. Le cas échéant, ils prendront, d’un commun accord et en liaison avec l’équipe pédagogique, les dispositions propres à résoudre les problèmes d’absentéisme ou de manquement à la discipline, notamment en cas de non-respect des règles d’hygiène et de sécurité prévues par le règlement intérieur de l’école. Au besoin, ils étudieront ensemble les modalités de suspension ou de résiliation de la période de formation en milieu professionnel.

Article 19 - Validation de la période de formation en milieu professionnel en cas d’interruption

Lorsque le stagiaire interrompt sa période de formation en milieu professionnel pour un motif lié à la maladie, à un accident, à la grossesse, à la paternité, à l’adoption ou, en accord avec l’établissement, en cas de non-respect des stipulations pédagogiques de la convention ou en cas de rupture de la convention à l’initiative de l’école, l’établissement propose au stagiaire une modalité alternative de validation de sa formation. En cas d’accord des parties à la convention, un report de la fin de la période de formation en milieu professionnel ou du stage, en tout ou partie, est également possible.

Article 20 – Attestation de stage

À l’issue de la période de formation en milieu professionnel, le directeur d’école délivre une attestation conforme à l’attestation type figurant en annexe de la présente convention.

Ce document doit être complété et signé le dernier jour du stage par le directeur d’école.

Elle est remise au lycéen stagiaire, remise ou envoyée à l’établissement scolaire et conservée dans l’école d’accueil et dans l’établissement d’origine du lycéen stagiaire.

L’élève ou son représentant légal

Signature :

Nom prénom :

Date :

L’enseignant référent au sein de l’établissement d’origine

Visa :

Nom prénom :

Date :

Le chef de l’établissement d’origine

Signature et cachet :

Nom prénom :

Date :

Le directeur d’école

Avis  favorable

  défavorable

Visa :

Nom prénom :

Date :

Le tuteur **au sein de l’école d’accueil (atsem/professeur des école, …)**

Visa :

Nom prénom :

Date :

Le maire de la commune ou son représentant

Signature et cachet :

Nom prénom :

Date :

L’inspecteur de l’Education nationale

Avis  favorable

  défavorable

Visa :

Nom prénom :

Date :

**Une copie de la convention sera retournée par voie numérique par la circonscription :**

* à l’école ;
* au stagiaire ;
* à la mairie;
* à l’établissement d’origine du stagiaire.

ANNEXE 1 : ANNEXE PÉDAGOGIQUE

Nom, Prénom de l’élève :

Diplôme et spécialité préparés :

Classe :

Nom de l’enseignant-référent ou des enseignants chargés de suivre le déroulement de la formation dans l’école :

Nom du tuteur :

Dates du stage de formation professionnelle : du au

Compétences et activités travaillées par l’élève avant le stage

|  |  |
| --- | --- |
| Activités significativesréalisées avant le stage | Compétences mobilisées |
|  |  |

Objectifs assignés au cours du stage :

Activités prévues au cours du stage

|  |  |
| --- | --- |
| Activitésprévues | Moyens mobilisés(matériel, outil, logiciel...)  |
|  |  |

Compétences professionnelles du référentiel à acquérir ou à développer au cours du stage

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Compétences visées | Bloc de compétences du référentiel, auquel les compétences visées sont rattachées | Résultat/performance attendu |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

Travaux effectués, équipements ou produits utilisés soumis à la procédure de dérogation pour les travaux interdits aux mineurs au cours du stage (cf. article 13 de la présente convention) :

Modalités d’encadrement et de suivi de l’élève par le(s) enseignant(s) référent(s) et le tuteur :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Étapes de l’encadrementet du suivi | Date / période / fréquence | Modalité(s) d’encadrementet de suivi |
| au début du stage |  | O à distance O sur site |
| pendant le stage |  | O à distance O sur site |

Modalités d’évaluation de la période de formation en milieu professionnel, en référence au référentiel d’évaluation (règlement d’examen) du diplôme préparé :

|  |  |
| --- | --- |
| Typed’évaluation | Date / période |
| O formative  |  |
| O certificative |  |

Si évaluation certificative, précisez la forme et l’objet de l’épreuve prévue au référentiel d’évaluation :

ANNEXE 2 : ANNEXE FINANCIÈRE

Nom, Prénom de l’élève :

Classe :

*Pour aider l’établissement à mieux gérer ses frais d’organisation des stages, nous vous serions reconnaissants de bien vouloir* ***remplir le document suivant et le retourner avec la convention signée****.*

Avantages offerts par l’école

L’école participe-t-elle aux frais occasionnés par l’élève pendant le stage ?

 Oui  Non

Si Oui :

 Frais de restauration : soit par repas :

 Frais de transport : soit par jour :

 Frais d’hébergement : soit par nuit :

Gratification éventuelle versée par l’école

Montant de la gratification :

Modalités de versement :

Assurances

Pour l’école

Nom de l’assureur :

N° du contrat :

Pour l’établissement

Nom de l’assureur :

N° du contrat :

ANNEXE 3 : ATTESTATION DE STAGE TYPE

*Conformément à l’article D. 124-9 du code de l’éducation, une attestation de stage est délivrée par l’organisme d’accueil à tout élève.*

Ce document doit être complété et signé le dernier jour du stage par le directeur d’école.

Elle est remise au lycéen stagiaire, et également remise à l’établissement scolaire d’origine.

Elle est conservée dans l’école et dans l’établissement scolaire d’origine.

L’école :

Nom :

Adresse :

N° UAI :

Représentée par le directeur d’école (Nom/Prénom) :

Atteste que l’élève désigné ci-dessous :

Prénom : Nom :

Classe :

Date de naissance :

Scolarisé dans l’établissement ci-après :

Nom :

Adresse :

Représenté(e) par (nom) : en qualité de chef d’établissement

a effectué un stage dans notre école

du au

Soit une durée effective totale de : (en nombre de jours)

Il/elle a réalisé les activités et mobilisé les compétences suivantes :

|  |  |
| --- | --- |
| Activitésréalisées | Compétencesmobilisées |
|  |  |

Gratification versée par l’école au stagiaire le cas échéant : ………. €

Fait à ................................., le ....................

Signature et cachet de l’école

ANNEXE 4 : FICHE D’ÉVALUATION DE LA QUALITÉ DE L’ACCUEIL PAR LE STAGIAIRE

*Conformément à l’article L.124.4 du code de l’éducation « Tout élève (…) ayant achevé sa période de formation en milieu professionnel (…) transmet aux services de son établissement d’enseignement chargés de l’accompagner dans son projet d’études et d’insertion professionnelle un document dans lequel il évalue la qualité de l’accueil dont il a bénéficié au sein de l’organisme. Ce document n’est pas pris en compte dans son évaluation ou dans l’obtention de son diplôme.*

Ce document est complété à l’issue du stage de formation professionnelle par le stagiaire et remis au lycée.

Élève

Prénom : Nom :

Classe :

Établissement scolaire :

Éléments liés au stage

Nom de l’école d’accueil :

Adresse :

Date du stage :

Représenté(e) par le directeur d’école (nom/prénom ) : durée : …… semaines

Évaluation de la qualité d’accueil

Cocher la case correspondante à votre réponse en fonction de la légende des pictogrammes.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Très insatisfait | Insatisfait | Satisfait | Très satisfait |
| L’accueil à l’arrivée |  |  |  |  |
| Les informations fournies en début de stage, y compris les consignes de sécurité (présentation de l’école, de l’équipe, visite de l’école…) |  |  |  |  |
| La santé et sécurité au travail (règles de sécurité transmises, équipements de protection individuelle fournis quand nécessaires, ...) |  |  |  |  |
| La disponibilité et l’écoute du tuteur |  |  |  |  |
| L’accompagnement du tuteur (exemple : les conseils apportés, la clarté des consignes…) |  |  |  |  |
| L’intégration dans l’équipe en tant que stagiaire |  |  |  |  |
| L’espace de travail lié aux activités quotidiennes |  |  |  |  |
| Les contacts avec les autres salariés |  |  |  |  |
| Les relations avec les supérieurs hiérarchiques |  |  |  |  |
| L’ambiance générale de travail |  |  |  |  |

Observations :